

"Maires de famille." Les maires disent non au mariage homosexuel

Article rédigé par *Tugdual Derville**, le 24 novembre 2006

Présenté lors du colloque Le politique peut-il réguler le désir d'enfant ? (Paris, 22 novembre) un sondage réalisé auprès des maires pose les élus préférés des Français en garants des repères familiaux.

Alors qu'une série de sondages traduit l'érosion de l'opinion dans le domaine de l'homosexualité (les Français seraient de plus en plus favorables au mariage homosexuel et de moins en moins réticents à l'adoption homosexuelle) celui que vient de réaliser l'IFOP prend cette évolution à contrepied. C'est un échantillon représentatif de 500 maires qui a été questionné. Or 81% considèrent qu'au nom de la défense de l'intérêt de l'enfant, il faut maintenir le modèle parental avec un père et une mère.

Les systèmes de filiation qui transgressent ce modèle sont nettement récusés : 61% des maires contestent le recours à l'insémination artificielle pour les femmes homosexuelles et 79% le recours à la fécondation in vitro avec donneuses pour les hommes homosexuels. 73% des maires sont défavorables à l'adoption homosexuelle et 74% au mariage entre personnes de même sexe. Fait notable, une majorité des maires de gauche reste hostile à ces mesures pourtant prévues par le programme socialiste. Sans surprise, la quasi-totalité des édiles refuse le mariage polygame entre trois personnes ou plus. Une question justifiée, selon Franck Meyer, porte-parole des 12 593 signataires de l'Appel des maires pour l'enfance, commanditaire du sondage, par ce qui se passe déjà aux Pays-Bas : la possible combinaison du mariage et de contrats d'union avec une autre personne y a abouti à légaliser la polygamie !

Protégés des mirages médiatiques par leur ancrage sur le terrain, les maires cultiveraient-ils le simple bon sens ? 98% d'entre eux affirment n'avoir jamais reçu de demandes de mariage entre deux personnes de même sexe. Cette revendication est donc jugée marginale par Jean-Marc Nesme, initiateur de Entente parlementaire pour la défense du droit de l'enfant d'être accueilli dans une famille composée d'un père et d'une mère et maire de Paray-le-Monial. 316 parlementaires l'on rejoint.

Principe de précaution

Franck Meyer, maire de Sotteville-sous-le-Val, présidait le 22 novembre, aux côtés du député UMP un colloque intitulé Le politique peut-il réguler le désir d'enfant ? organisé à l'occasion du Congrès des maires de France. À la tribune, il invoque le principe de précaution : Pourquoi brouiller davantage ces repères familiaux que nous savons si fragiles ? Nous risquons d'en découvrir dans quelques années les dégâts... Coordinateur d'un réseau d'éducation prioritaire après avoir été directeur d'une école publique, Franck Meyer peut constater la disqualification croissante des pères, génératrice de souffrance et de violence.

Un discours corroboré par le professeur Jean-Yves Hayez. Pour ce psychiatre belge, le désir tout-puissant de certains adultes, refusant les limites naturelles de leur condition, finit par traiter l'enfant comme un objet de consommation, au risque d'en faire une victime. Saluant son courage, le très médiatique pédiatre Aldo Naouri n'hésite pas à fustiger le silence de la majorité des psy qui dénoncent en privé les catastrophes des bricolages parentaux, mais n'osent pas le dire à voix haute par peur du lynchage médiatique. Des interventions qui valident l'avis de 74% des maires de France estimant que les enfants éprouvent souvent de grandes difficultés à s'adapter aux choix de vie affective de leurs parents.

"Stupidité"

Avec la liberté de ton de l'étranger, Jean-Yves Hayez va jusqu'à qualifier de stupidité la proposition de l'UDF François Bayrou de faire appel à l'adoption simple pour les personnes homosexuelle : elle aboutirait, selon lui, à donner aux enfants jusqu'à trois papas ou trois mamans puisque ce mode d'adoption n'annule pas la

filiation biologique. En philosophe, Thibaud Collin voit dans l'idéologie du lobby homosexuel une transposition des théories marxistes : au nom de la lutte contre un prétendu "hétérosexisme" on tente d'imposer l'idée d'une "indifférenciation" entre les sexes.

Porte-parole de l'UMP sur ces questions, le député Valérie Pécresse ne s'aventure pas sur ce terrain. Préférant vanter le programme de son parti, elle n'évoque pas la récente décision de Nicolas Sarkozy de proposer un Contrat d'union civile en mairie. Même les socialistes sous Lionel Jospin l'avaient évité en leur temps. Cette proposition dérivative n'est donc pas du goût de l'Entente parlementaire et les Maires pour l'Enfance la refusent. 65% d'entre eux considèrent d'ailleurs que les maires devraient être consultés avant toute initiative législative sur ce sujet. En se situant entre ce qu'il nomme les deux extrémismes (désignant dans son dernier livre Christine Boutin et Roselyne Bachelot), Nicolas Sarkozy tente de se poser en sage. Ceux qui jugent cette posture inconsistante et dangereuse se tourneront-ils vers d'autres bords ?

*Tugdual Derville est délégué général de l'Alliance pour les droits de la vie.

Pour en savoir plus :

Le collectif Maires pour l'Enfance

L'Entente parlementaire pour la défense du droit de l'enfant

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage